

**Zeitschrift:** Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels  
**Herausgeber:** Schweizer Hotelier-Verein  
**Band:** 2 (1893)  
**Heft:** 14

**Artikel:** Deux poids et deux mesures  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-521890>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Basel, den 1. April 1893.

Bâle, le 1<sup>er</sup> Avril 1893.

Erscheint Samstags.

Paraissant le Samedi.

**Abonnement:**

Schweiz:  
Fr. 5.— jährlich.  
Fr. 3.— halbjährlich.  
Ausland:  
Unter Kreuzband  
Fr. 7.50 (6 Mark) jährlich.  
Deutschland,  
Oesterreich und Italien:  
Bei der Post abonnirt:  
Fr. 5.00 (Mk. 4.00) jährlich.  
Vereinzelnummern  
erhalten das Blatt gratis

**Inserate:**

20 Cts per 1 spaltige Petit-  
zeile 6<sup>te</sup> der ersten Raum  
Bei Wiederholungen  
entsprechenden Rabatt.  
Vereinzelnummern  
bezahlen die Hälfte.

**N<sup>o</sup> 14.**

# Hôtel-Revue

2. Jahrgang

2<sup>me</sup> ANNEE

Organ und Eigentum

des

**Schweizer Hotelier-Vereins.**

Organe et Propriété

de la

**Société Suisse des Hôteliars.**

**Abonnements:**

Pour la Suisse:  
Fr. 5.— par an.  
Fr. 3.— pour 6 mois.  
Pour l'Étranger:  
Envol sous bande:  
Fr. 7.50 par an.  
Pour l'Allemagne,  
l'Autriche et l'Italie.  
Abonnement postal:  
Fr. 5.00 par an.  
Les sociétaires reçoivent  
l'organe gratuitement.

**Annouces:**

20 cts. pour la petite ligne  
ou son espace.  
Rabais en cas de répétition  
de la même annonce.  
Les sociétaires  
payent moitié prix.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 23, Basel.  
Telegramm-Adresse: „Hôtelrevue Basel.“

TÉLÉPHONE No. 1873.

Rédaction und Expédition: Rue des Etoiles No. 23, Bâle.  
Adresse télégraphique: „Hôtelrevue Bâle.“

Nachdruck der Originalartikel nur mit Quellenangabe gestattet.

## Extrait des délibérations du Comité.

(Séance du 25 Mars 1893.)

Admissions de nouveaux membres:

	Chambres de maîtres
1. Mme. Marie Abendroth-Faller, Pension Faller, Lucerne . . . . .	20
2. M. P. Georg, Hotel National, Ragaz . . . . .	20

Le Comité a reçu les rapports et propositions de la Commission (MM. Berner, Wegenstein et Alph. Pflyffer) instituée par l'Assemblée générale du 21 octobre 1892 aux fins d'étudier la question de l'organisation de la réclamation. Le Comité remercie la Commission de ses travaux très consciencieux et approuve les propositions formulées; le Bureau central officiel est chargé de l'exécution des mesures adoptées et de fournir aux sociétaires tous les renseignements nécessaires à ce sujet.

Le tableau dressé par le Comité de secours à Grindelwald pour la répartition des dons entre les employés d'hôtels ayant souffert du sinistre de l'année dernière, est approuvé en ce sens que les employés temporairement occupés seront seuls exclus de la répartition et que ceux admis à en bénéficier participeront aux secours à raison d'une somme égale pour tous.

Il est pris note du fait que tous les formulaires de certificats ont été expédiés aux membres qui en avaient commandé.

Une société locale d'hôteliars a demandé si ses membres pourraient également utiliser ces formulaires; il lui sera répondu que les membres de la Société Suisse des Hôteliars ont seuls le droit de faire usage de ces certificats.

Le programme élaboré par la Société des Hôteliars de Zurich et environs pour l'Assemblée générale de l'Association internationale des propriétaires d'hôtels qui doit se réunir les 3, 4, 5 et 6 juin, donne lieu à quelques observations qui seront portées à la connaissance de la société zuricoise.

La compagnie „La Baloise“ ayant déferé aux vœux de la Société relativement à l'assurance des biens meubles des employés, le Comité approuve les dispositions et clauses de l'assurance et décide qu'elles seront communiquées aux sociétaires avec recommandation à ceux-ci de profiter des conditions favorables qui leur sont offertes.

## Avis aux Sociétaires.

Les formulaires de certificats ont tous été expédiés aux membres qui en avaient commandé. La provision encore disponible se compose de:

3 fascicules de 200 formulaires à fr. 9.—	le fascicule
6 " " 100 " " " 5.—	" "
8 " " 50 " " " 2.75 " "	" "

On peut se les procurer au Bureau central officiel. Lucerne, le 28 mars 1893.

Société Suisse des Hôteliars:  
Le Président:  
J. Döpfner.

## Mitteilungen aus den Verhandlungen des Vorstandes vom 25. März 1892.

In den Verein wurden aufgenommen:

In Sektion Vierwaldstättersee:	Fremdenzimmer.
1. Frau Marie Abendroth-Faller, Pension Faller, Luzern . . . . .	20
In Sektion Graubünden:	
2. Herr P. Georg, Hotel National, Ragaz . . . . .	20

Es liegen Berichte und Anträge der in der General-Versammlung vom 21. Oktober 1892 bestellten Kommission (HH. Berner, Wegenstein und Alph. Pflyffer) vor, über die Regelung des Reklamenwesens. Die sehr eingehenden Arbeiten dieser Kommission werden gebührend anerkannt, die gestellten Anträge genehmigt und das offizielle Zentralbüro mit Durchführung derselben bzw. näherer Bekanntgabe an die Mitglieder beauftragt.

Die vom Hilfskomite in Grindelwald aufgestellte Liste für die Verteilung eingegangener Liebesgaben an die durch den dortigen Brand geschädigten Hotelangestellten wird in dem Sinne genehmigt, dass nur vorübergehend beschäftigte Professionisten von der Verteilung ausgeschlossen werden und die bezugsberechtigten Angestellten zu gleichen Teilen an den Liebesgaben partizipieren sollen.

Es wird Notiz davon genommen, dass nunmehr alle bestellten Zeugnisformulare an die Besteller zum Versandt gelangt sind.

Die Anfrage eines lokalen Hotelier-Vereins bezüglich Benutzung dieser Zeugnisse auch durch seine Mitglieder wird in dem Sinne beantwortet, dass nur Mitglieder des Schweizer Hotelier-Vereins berechtigt seien, sich dieser Formulare zu bedienen.

Das vom Verein der Hoteliers von Zürich und Umgebung vorgelegte Programm für die auf 3., 4., 5. und 6. Juni anberaumte Generalversammlung des internat. Vereins der Gasthofbesitzer giebt zu einigen Bemerkungen Anlass, welche dem Zürcher Vereine zur Kenntnis gebracht werden.

Nachdem die Baloise bezüglich der Versicherung von Hab und Gut der Angestellten den Wünschen des Vereins Rechnung getragen hat, werden die bezüglichen Versicherungsbestimmungen genehmigt und den Mitgliedern in empfehlendem Sinne zur Kenntnis gebracht.

## Avis an die Mitglieder!

Die Zeugnisformulare sind nunmehr alle an die Besteller zum Versandt gelangt. Es stehen noch zur Disposition

3 Hefte à 200 Blatt zum Einheitspreise von Fr. 9.—,	
6 " " 100 " " " 5.—,	
8 " " 50 " " " 2.75.	

Dieselben können beim offiziellen Zentralbureau in Basel bezogen werden.

Luzern, den 28. März 1893.

Schweizer Hotelier-Verein,  
Der Präsident:  
J. Döpfner.

## Deux poids et deux mesures.

Le 18 mars courant le Conseil national a discuté la motion suivante:

„L'art. 119 du Code fédéral des obligations sera complété par un nouveau paragraphe (4) ainsi conçu: Dans les jugements portant sur le paiement d'un salaire qui ne dépasse pas deux cents francs en capital, le tribunal aura le droit de stipuler, en faveur de l'employé ou de l'ouvrier créancier, un intérêt moratoire pouvant s'élever jusqu'à trois francs par jours. Cet intérêt moratoire courra à partir du troisième jour dès la prononciation du jugement jusqu'à parfait paiement ou, à défaut, jusqu'à ce qu'il ait atteint le double du capital adjugé. A partir de ce moment, il sera remplacé par l'intérêt légal.“

Cette motion a été adoptée sans opposition par le Conseil national et sera renvoyée au Conseil fédéral qui rapportera plus tard à ce sujet. Nous approuvons pleinement que l'employé créancier puisse, en cas de

contestation, faire valoir son droit et que ce dernier soit étendu dans le sens indiqué plus haut, mais nous comprenons d'autant moins que dans les cas de ce genre les droits du patron ne soient pas sauvegardés. Que de fois n'aurait-il pas des raisons plus que suffisantes pour procéder judiciairement contre un employé qui a manqué à sa parole ou violé le contrat; dans la règle toutefois il s'abstiendra, sachant d'avance qu'il est impuissant vis-à-vis du coupable et que pour toute compensation il ne lui restera qu'à payer les frais d'instance — un drôle de plaisir!

Il en va tout autrement quand un employé est, pour des faits à lui seul imputable, congédié avant la fin de l'engagement de saison ou avant l'expiration du terme légal de révocation; dans ce cas le patron doit bon gré mal gré indemniser l'employé pour le reste de la saison ou pour un mois au minimum; les audiences de tribunaux n'aboutissent à aucun résultat, au moins en ce qui concerne le patron, à moins cependant que des délits graves aient provoqué la révocation. Il serait difficile de trouver un exemple plus frappant de l'emploi de „deux poids et deux mesures“.

Afin de montrer le sans-gêne avec lequel les employés exploitent fréquemment le fait que les patrons sont sans moyens d'action contre eux, nous allons exposer un des nombreux cas de ce genre, parvenus à la connaissance du Bureau de placement de la Société Suisse des Hôteliars.

Un chef de cuisine avait accepté par écrit, pour cette année de nouveau, la place de saison qu'il occupait dans l'Engadine l'année précédente, mais cela ne l'empêcha point de postuler un engagement auprès du Bureau susnommé, alléguant qu'il était sans ouvrage et à disposition immédiate. Le coup lui réussit en ce sens qu'un hôtelier de St-Gall paraissait disposé à accepter l'offre dudit chef, mais pour plus de sûreté s'avisait de demander des renseignements à son collègue de l'Engadine; comme on le comprendra aisément, celui-ci ne fut pas peu étonné d'apprendre que l'employé qu'il avait engagé se trouvait à la chasse d'une place. L'affaire ainsi éclaircie, le Bureau de placement demanda télégraphiquement au chef s'il était toujours à disposition et dans l'affirmative s'il accepterait une place à l'année à l'hôtel . . . . . La réponse fut: „Suis encore libre, accepte place“; de ce moment le Bureau savait à quoi s'en tenir sur cet apôtre. Il va sans dire que les négociations furent immédiatement rompues, car de deux choses l'une: peu avant l'époque fixée pour le début de son emploi à la saison, ou bien il aurait planté là l'hôtelier saint-gallois, ou bien, si la place lui eût convenu, il aurait écrit à son ancien patron de l'Engadine qu'il ne pouvait revenir chez lui, à cause d'un „décès“ ou d'une „maladie“ ou de „raisons de famille“, etc., etc. Dans tous les cas il y aurait eût au moins une dupe, l'un ou l'autre des deux hôteliers, mais l'un comme l'autre aussi aurait dû se résigner à faire bonne mine à mauvais jeu, pas question d'indemnité, peut-être un pied-de-nez de la part du chef.

Que serait-il advenu par contre si l'hôtelier de l'Engadine avait écrit au chef quelque temps avant l'ouverture de la saison qu'il avait engagé dans l'intervalle un autre chef? L'employé en aurait appelé aux tribunaux et motivé son action en disant qu'il avait refusé pour le moins une douzaine de places excellentes et que la saison était pour lui complètement perdue et finalement l'hôtelier eût été condamné à lui payer une indemnité convenable.

Des cas semblables ou analogues à celui de ce madré chef se produisent chaque année par douzaines, voire même par centaines et il vaudrait vraiment la peine de rechercher et d'examiner si, à défaut de dispositions tutélaires ayant force de loi, il ne serait pas possible de remédier à cet état de choses par l'application du principe de la légitime défense.

De même que la question des certificats a été résolue au sein de la Société Suisse des Hôtelières d'une manière conforme aux vœux et intérêts de la plupart des membres, on pourrait certainement aussi éliminer ou tout au moins atténuer les maux découlant de manquement à la parole donnée ou de ruptures de contrats; peut-être que ce but serait atteint si l'on adoptait un formulaire uniforme de contrat, renfermant toutes les dispositions nécessaires, toutes les éventualités et leurs conséquences.

Nous aurons à cœur d'étudier la question dans le courant de l'été et de la débattre publiquement, afin de soumettre nos conclusions, sous forme de proposition, à l'examen de la prochaine Assemblée générale de la Société Suisse des Hôtelières.

Nous retrouvons une illustration frappante de la mise hors la loi des patrons vis-à-vis des employés dans le jugement rendu récemment par un tribunal de prud'hommes d'un canton frontière de la Suisse allemande.

Il y a quelques jours, comparaissaient devant le tribunal de prud'hommes un hôtelier en qualité de défendeur et un de ses anciens employés comme demandeur. La plainte tendait à l'octroi d'une indemnité pour cause de révocation.

Le principe „*Mêmes droits pour tous*“ a été interprété comme suit: „Le patron payant son personnel mensuellement doit résilier le contrat d'engagement un mois d'avance; de même il doit fournir à titre d'indemnité le montant d'un mois de salaire et ne peut dénoncer le contrat que d'un jour de paie à un autre jour de paie, autrement il est tenu, en cas de contestation pour cause de révocation prononcée dans l'intervalle, d'indemniser l'employé congédié pour le reste du mois courant à partir du jour de la révocation et en plus du mois mentionné plus haut.“ Tels sont les termes de la sentence!

Le patron ayant modestement demandé si l'employé est astreint également à dénoncer le contrat un mois d'avance, le juge a répondu négativement; l'employé peut résilier son engagement 15 jours d'avance.

Il apparaît avec évidence de ce jugement que l'idée fondamentale qui a présidé au début à la création des tribunaux de prud'hommes, c'est-à-dire la protection légale du faible contre le fort, s'est inversée, en d'autres termes que celui qui était primitivement le plus faible est devenu le plus fort et que celui qui était alors le plus fort est actuellement, dans cet ordre d'idée, complètement hors la loi et impuissant.

Cette métamorphose serait-elle peut-être causée par le fait que les arbitres et surarbitres composant les tribunaux de prud'hommes sont nommés, comme on sait, par le peuple, cherchent auprès de ce même peuple un appui pour leur propre position?

## Verband schweiz. Verkehrsvereine.

(Eingesandt).

Sonntag, den 19. März konstituierte sich in Olten der Verband schweiz. Verkehrsvereine und Verkehrs-kommissionen. Denselben sind vorläufig die folgenden Ortschaften beigetreten, nämlich: Zürich, Bern, Basel, Solothurn, Schaffhausen und Rapperswil, die alle vertreten waren; dem Verband werden voraussichtlich ferner angehören: Chur und Interlaken. Verschiedene andere Städte, die vorher ihren Beitritt in Aussicht gestellt hatten, haben teils aus finanziellen Rücksichten, teils infolge eines wahrscheinlich ungenügenden Verständnisses für die Zweckmässigkeit einer Vereinigung, sich vorderhand nicht entschliessen können, dem Verband anzugehören. Andere gingen namentlich in Beziehung auf die Beitragspflicht von Ansichten aus, auf die man nicht hätte eintreten können.

In Anbetracht dieser Umstände einigten sich die Vertreter der obgenannten Ortschaften dahin, sich, wenn auch zu einem kleinern Verband, als er ursprünglich geplant war, so doch zu einem um so enger zusammen zu thun. Die im letzten Herbst aufgestellten Statuten werden vorderhand zurückgelegt und der Verkehrsverein Bern vorläufig für ein Jahr als Vorort bezeichnet.

Zum Beginn ist folgendes Arbeitsprogramm aufgestellt worden, dessen Abwicklung mit aller Energie an die Hand genommen werden soll.

1. Bearbeitung von Eingaben und Gutachten an Behörden und von Ausserungen in der Presse über Verkehrsfragen von allgemeinem Interesse, z. B. in Beziehung auf die Eisenbahnfahrpläne, den direkten Wagenverkehr, die Zollbehandlung etc.

2. Kenntnisnahme der Litteratur des Auslandes, soweit sie sich auf das Verkehrswesen bezieht, und summarische Mitteilung des Wissenswerten auf diesem Gebiete an die Verbandsmitglieder.

3. Stellungnahme gegen jede Art Verunstaltung der Naturschönheiten und gegen Erschwerung des Zutritts zu denselben.

3. Stellungnahme gegen unrichtige oder schädigende Darstellungen über schweizerische Verkehrsverhältnisse, sowie gegen Ausbreitung falscher Gerüchte betreffend Gesundheitszustand in einzelnen dem Verband angehörigen Orten oder Gegenden und in der Schweiz überhaupt.

5. Bestrebungen für möglichste Erleichterung der Zollbehandlung für den Personenverkehr, u. s. w.

Die einzelnen Sektionen verpflichten sich, den Vorort von allfälligen Wünschen und Anregungen allgemeinen Charakters in Kenntnis zu setzen. Dieselben werden von ihm geprüft, den dem Verband angehörenden Sektionen mitgeteilt und gegebenen Falls ihre Verwirklichung angestrebt. Zur Bestreitung der Unkosten wurde ein in bescheidenem Rahmen sich bewegendes Einnahmehudget aufgestellt, nach welchem die den Verband bildenden Ortschaften, vorläufig gemäss ihrer Grösse und Bedeutung, von Fr. 75—375 per Jahr beizutragen haben.

Der Verband hofft mit praktischem Vorgehen binnen kurzer Zeit nicht nur seine Lebensfähigkeit und Existenzberechtigung zu beweisen, sondern auch eine unbestreitbare Nützlichkeit an den Tag zu legen. Sobald die übrigen Verkehrsvereine sich hievon überzeugen haben werden, dürften sie sich dann doch entschliessen, mit einem ihrer Bedeutung entsprechenden Beitrag dem Verband sich anzuschliessen.

Inzwischen wird die kleinere Organisation mutig vorwärts schreiten, und zwar, wie wir hoffen, mit gutem Erfolg.

## Rundschau.

**Graubünden.** Der „Neuen Bündnerzeit.“ zufolge ist auf dem Gebiet der Gemeinde Rätzins eine neue Mineralquelle entdeckt worden. Es soll sich um einen jodhaltigen Sauerling handeln.

**Arosa.** Die Aktiengesellschaft des Grand-Hotel Arosa hat laut „Handelsamtsblatt“ ihren Sitz von Basel nach Arosa verlegt. Das Gesellschaftskapital beträgt 402,000 Fr. Der Verwaltungsrat besteht aus Paul Raschein von und in Malix, Florian Pellizari von und in Langwies, J. Kuhn von und in Zürich, A. Winger von und in Luzern, Heinrich Ehrsam von Mönchaltorf (Zürich), in Zürich, Edmund Messner von Frauenfeld, in Paris, Richard van de Velde von und in Schärbeck (Brüssel), F. van Halen von und in Schärbeck (Brüssel), Achille Huart-Hamoire von und in Schärbeck (Brüssel).

**Davos.** Der Frühling ist auch in Davos in vollem Anzug. An den Halden an der Sonnenseite des Thales sind schon ganze Flächen schneefrei, auf welchen bereits verschiedene Frühjahrsbäume blühen. Die Schlittbahn ist so gut wie zu Ende; der Tram zwischen Platz und Dörfli und auch die Post durch die Züge haben den Schlitten mit dem Wagen vertauscht und dabei seit einiger Zeit Tag ein Tag aus den herrlichsten Sonnenschein, der am Winterschnee wacker arbeitet, um denselben zu entfernen.

**Luzern-Immensee-Bahn.** Der Bundesrat erteilt dem abgeänderten allgemeinen Bauprojekt der Gotthardbahn (Situationsplan und Längenprofil) für die Linie Luzern-Immensee auf dem Gebiete der Gemeinde Küssnacht unter einigen Vorbehalten die Genehmigung.

**Zug.** Wie dem „Zuger Volksbl.“ mitgeteilt wird, soll die Bahnhoffrage in Zug nun endlich doch ihrer Lösung nicht mehr ferne stehen. Das Eisenbahndepartement dringt auf ganz beförderliche Erledigung und hat sowohl den Bahngesellschaften als den städtischen Experten die bestimmte Weisung erteilt, binnen kürzester Frist ihre Schlusseingaben zu machen, worauf dann sogleich die Entscheidung erfolgen soll. Die Gotthardbahn soll eine neue Studie des Inselbahnhofsprojektes, etwas mehr in die Ebene gerückt, eingegeben haben. Die Experten der Stadtgemeinde stellen das von der Nordostbahn eingereichte, früher schon besprochene Inselprojekt mit möglichster Näherung gegen den jetzigen Bahnhof als für die Stadt die beste Lösung auf, und es scheint, dass auch die Gotthardbahn dagegen keine ernstliche Opposition machen wird.

**Nidwalden.** Die Gemeinde Stans hat letzten Sonntag die Uebernahme von 80,000 Fr. an Obligationen für die Strassenbahn Stans-Stansstad mit einer Mehrheit von wenigen Stimmen abgelehnt. Das Kapital ist jedoch von privater Seite beschafft worden, so dass das Unternehmen gleichwohl gesichert ist.

**Von der Rigi.** Mit dem schönen Wetter bewährt sich das alte Renommé der Rigi wieder, wie dem „Luz. Tagbl.“ geschrieben wird. Trotzdem die Rigi-Bahn-Maschinen eingerostet zu sein scheinen, kommen alle Tage Besucher, zu Fuss oder zu Pferd, von Weggis her. Der Aufstieg von Kaltbad nach Kulm oder Känzli über den noch liegenden festen Schnee, der aber von der diesjährigen Märzsonne sehr gelitten hat, ist vormittags auch sehr angenehm.

**Weissensteinbahn.** Aus Paris versendet ein Ingenieur, Namens Ladame, früherer Techniker des Jura industriel, eine Schrift, welcher ein neues Tracé der Weissensteinbahn vorschlägt. Hr. Ladame will den Jura nicht bei Solothurn, sondern bei Grenchen durchbohren; der Tunnel hätte eine Länge von 5 Km. und die Linie würde sich beim Ausgang in Grenchen in zwei Arme teilen, von denen der eine nach Selzach, der andere nach Pieterlen führte. Pieterlen würde ausserdem noch durch eine 6 Kilometer lange Linie mit Dotzigen verbunden. Ein Blick auf die Karte genügt allerdings, um zu sehen, dass so die Hauptlinie bedeutend kürzer würde und in die Richtung der wichtigsten Verkehrslinien fiel. Durch dieses neue Projekt würde die Linie Basel-Genf um 14 Km. kürzer als der Umweg über Sionceboz, die Linie Basel-Bern sogar um 21 Km. kürzer.

**Wengernalp-Bahn.** In Interlaken traf vorgestern der erste 16plätzigste Aussichtswagen der Wengernalp-Bahn ein.

**Schynige Platte-Bahn.** Die Betriebseröffnung ist auf den 1. Juni 1893 gesichert. Für Erstellung eines Hotels auf Schynige Platte wurden 125,000 Fr. bewilligt.

**Presse.** Vom 15. April ab erscheint im Verlag der Gebrüder Lüdlin in Liestal eine „Kurzeitung und Fremdenliste für den Jura“, Organ zur Hebung der Fremdenindustrie im Gebiete von Baselland und Baselstadt, Solothurner Jura und Frickthal.

**Schweiz. Wirteverein.** Die letzthin im Hotel National in Zürich stattgehabte Delegiertenversammlung sprach sich einstimmig für Veranstaltung einer Fachausstellung aus. Von zwei Anregungen wurde diejenige von St. Gallen betr. Begleichen der Revision des eidgen. Aichgesetzes angenommen. Ueber die Frage des Erlasses eines eidgen. Wirtschaftsgesetzes soll der Vorstand in der nächsten Generalversammlung Bericht erstatten. Man bezeichnete als Postulate: besseren Patentschutz, Unterdrückung des Schnapsverkaufs im Speisereihandel, Verbot des Kunstweinverkaufs.

**Schächtfrage.** Der Nationalrath hat bezüglich der Schächtfrage folgenden Beschluss gefasst: Das Initiativbegehren ist dem Volke und den Ständen zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen, und die Bundesversammlung schlägt Verwerfung vor.

**Fort mit dem französischen Salz!** ruft die „Schweiz. Fr. Pr.“ aus. Einige Kantone der Westschweiz beziehen ihren Salzbedarf aus französischen Salinen. Die schweiz. Rheinsalinen sind inmunde, den gesamten schweizerischen Bedarf voll auf zu decken. Also Erhöhung des Salzzolles gegen Frankreich. Dadurch dürfte auch dem Salzlager bei Klingnau einige Aussicht auf baldigen Betrieb eröffnet werden.

**Deutschland.** Die „Nordd. Allg. Ztg.“ bestätigt, dass das deutsche Kaiserpaar auf der Reise nach Italien den Weg durch die Schweiz nehme; mit der Gotthardbahn seien die erforderlichen Anordnungen bereits vereinbart.

**Deutschland.** Der „Reichsanzeiger“ macht darauf aufmerksam, dass mit dem 1. April in allen Bundesstaaten die gleichzeitige und gleichmässige Annahme der neuen Zeitbestimmung erfolgen wird. Der Reichskanzler habe die Bundesregierungen angewiesen, dahin zu wirken, dass alle öffentlichen Uhren am 1. April morgens die neue — mitteleuropäische — Zeit zeigen.

**Ein sparsamer Kellner.** Ein Böhme, der während 15 Jahren in einem Gasthof in Zürich als Kellner gedient hatte, starb plötzlich und hinterliess nicht weniger als 40,000 Fr.

**Schwindel.** Von Brüssel aus wird, wie die „Hotel-Revue“ in Leipzig berichtet, amtlich vor einem Schwindler gewarnt, welcher von England aus an Hoteliers, Gasthausinhaber und namentlich Inhaber kleiner Gastgeschäfte authographierte Prospekte versendet, in denen er anfragt, ob Adressat unter sehr günstigen Bedingungen eine Anzahl Touristen beherbergen könne. Auf die bestätigende Antwort kommt dann ein Engagementsvertrag mit der Anzeige, die Gäste würden alsbald folgen, aber mit dem Verlangen, vorher sofort an die Adresse eines englischen Notars (?) „beaufs. Eintragung des Kontraktes“ 20 Fres. einzusenden. Man sollte es nicht für möglich halten, aber die Dummen werden nicht alle: Verschiedene Wirte sind auf den plumpen Zauber reingefallen und haben das Geld eingesandt. Natürlich trifft die avisirte Touristen-Gesellschaft niemals ein und alle Reklamationen bleiben unbeantwortet. Da nach Abgrasung Belgiens der Versuch auch in der Schweiz gemacht werden dürfte, sei hiemit gewarnt.

## Kleine Chronik.

**Basel.** An der freiwilligen Versteigerung des Gasthofs zum „Neubad“ bei Basel, wurde diese Liegenschaft von der Nichte des verstorbenen Besitzers, Fr. Oswald, um die Summe von Fr. 92,000 gekauft.

**Rheinfelden.** Soolbad Hotel Schützen mit Dependence ist eröffnet.

**Luzern.** Die altbekannte Pension Faller ist von Frau Marie Abendroth-Faller (Mitglied) übernommen worden.

**Weggis.** Das Hôtel Bellevue in Weggis wird am 15. April eröffnet.

**Schwyz.** In Gersau ist, 65 Jahre alt, Hr. Baumeister Al. Müller gestorben. Derselbe war ein sehr geachteter Mann. Er hat u. a. folgende Bauten ausgeführt: Hotel „Müller“ in Gersau, Neubau „Rigi-Scheideck“, „Rigi-First“, Hotel „Sonnenberg“, „Axenstein“, Badhaus „Schöneck“.

**Zürich.** Die Generalversammlung der Aktionäre des Hotel Bellevue hat letzten Freitag stattgefunden. Die Rechnung wurde genehmigt, die Aktionäre erhalten drei Prozent.

**Ragaz.** Frau Wittve B. Garré hat das von Herrn Garré sel. betriebene Hotel zum Rosengarten auf eigene Rechnung übernommen.

**Berneroberrand.** Hotel und Pension Grimsel und Handegg in Guttannen wurde von Herrn Fritz Perrot, früherer Inhaber des Hotels in Rosenlau, übernommen.

**Montreux.** An annonce l'arrivée à Montreux de l'ambassadeur d'Allemagne à la cour de Vienne, le prince de Reuss; il serait accompagné de la princesse sa femme.

**Genf.** Das Grand Hotel National ist für die Saison eröffnet.

— In Genf ist eine Briefmarkenbörse eröffnet worden.